

« LA POLITIQUE AUTREMENT » À RENNES ENTRE RÉCURRENCES ET RÉINVENTIONS

PAR

Christine GUIONNET

La prétention à mettre en place des pratiques politiques alternatives, à stigmatiser la classe politique en place pour imposer de nouveaux modes de légitimation, voire à subvertir certaines règles du jeu politique, semble constituer une constante dans l'histoire politique française. Le désir de pratiquer « la politique autrement » est repérable chez plusieurs partis ou mouvements politiques à certains stades de leur développement, aussi différents soient-ils les uns des autres (notamment le mouvement poujadiste, les communistes des années 1920/30, le Front National, les Verts, le CPNT) (Collovald, 1989, 1994 ; Le Bart, 1998 ; Wable, 1998 ; Prendiville, 1993 ; Traïni, 2000). Il a parfois également été développé pour justifier des tentatives de mise en place d'une démocratie de proximité (Groupes d'action municipale dans les années 1970 (De Caumont & Tessier, 1971 ; Reydellet, 1975), comités de quartiers, jurys de citoyens en Espagne (Neveu 1999 ; Blondiaux, 2001 ; Blanco, 2001). Plus récemment, l'argument selon lequel les femmes feraient « de la politique autrement » a été largement invoqué pour justifier la loi sur la parité et leur entrée en politique ; possédant une approche spécifique de la politique, elles devraient participer à la rénovation d'un système politique « en crise » — montée de l'abstention, vote dit « contestataire », déclin du militantisme partisan — (Sineau, 2001 et 2002). Enfin, lors des dernières élections présidentielles, s'appuyant sur cette même idée d'un système représentatif en crise, plusieurs candidats, d'horizons politiques divers, ont mobilisé des formules telles que « la démocratie autrement », « présider autrement », « changer la politique en France », « réinventer la

politique », ou encore « faire une autre politique » et « bousculer la vie politique »¹.

La prétention à faire de « la politique autrement » repose donc sur une expression fort courante, reprise à leur compte par des acteurs divers, parfois en concurrence directe, à travers des acceptions souvent très éloignées. L'expression paraît en réalité aussi fréquente que confuse, tant elle est employée pour signifier des rapports distincts à la politique, des projets et des pratiques loin d'être homogènes. Il peut parfois s'agir simplement d'introduire dans le champ politique de nouvelles pratiques politiques (proximité accrue avec ses électeurs), selon une logique rénovatrice liée à l'idée d'une « crise de la politique » (cf. certains candidats à la présidentielle) ; il peut être question de renouveler un personnel politique jugé trop professionnalisé (cf. le discours de nombreuses femmes candidates, ou des Verts), trop peu représentatif de l'électorat (voir les poujadistes, le CPNT, nombre de femmes candidates aux municipales), voire trop corrompu (discours du Front National) ; dans une acception encore plus radicale, « faire de la politique autrement » peut signifier vouloir subvertir les règles du jeu politique (modes de légitimation, propriétés sociales reconnues comme légitimes pour entrer en politique), voire développer des actions politiques non conventionnelles « ailleurs », en dehors du système représentatif (comités de quartier, pétitions, associations, art engagé, tags, carnaval, etc.) (Darras, 1998 ; Martin, 2002 ; Crettiez & Sommier, 2002).

Il paraît donc indispensable de déconstruire la formule de « la politique autrement », en apparence récurrente dans le temps, pour analyser avec rigueur les représentations, projets et pratiques caractérisant les différents acteurs tentés par ce type de discours, à un moment ou un autre de leur histoire. A ce titre, l'observation des élections municipales de 2001, à Rennes, constitue une opportunité, deux listes ayant mis en scène avec vigueur ce discours, lors de la campagne électorale : la liste « Tous Ensemble A Gauche » (TEAG), regroupant des candidats de la LCR et divers représentants d'associations rennaises, ainsi que de la liste baptisée « Motivées », dans la mouvance des autres listes dites « Motivé-e-s » ou « citoyennes »² en France. Ces deux listes, à gauche sur l'échiquier politique, ont respectivement obtenu 4,04 % et 8,22 % des suffrages exprimés au premier tour³.

1. Respectivement professions de foi à l'élection présidentielle du 21 avril 2002 de L. Jospin (les deux premières expressions), F. Bayrou, C. Lepage, R. Hue, et A. Besancenot.

2. Ces listes se retrouvent régulièrement lors de rencontres nationales, depuis mars 2001. Lorsque nous évoquons les « Motivé-e-s », il s'agit des listes revendiquant ce nom dans de nombreuses villes françaises, tandis que le nom « Motivées » désigne spécifiquement la liste rennaise.

3. Avec 8,22 % des voix (soit 4725 électeurs), la liste Motivées constitue la troisième force politique après la liste conduite par E. Hervé -PS, PRG, Verts, PCF, Rouges

Revenant sur la campagne électorale⁴, nous tenterons de savoir si « faire de la politique autrement » correspond à des pratiques et des significations identiques pour les deux groupes d'acteurs, voire entre les candidats présents au sein des mêmes listes. On se demandera en outre si le discours est réactivé à l'identique, par rapport à d'autres usages ayant pu exister précédemment, ou bien si l'on peut distinguer des pratiques et des sens nouveaux, à travers une expression en apparence récurrente dans le temps. Il conviendra alors d'examiner le poids du contexte politique local et national propre à chaque cas, le rôle des stratégies individuelles et les modes de fonctionnement propres au champ politique, afin de mieux rendre compte des projets et pratiques associés à cette expression. Nous tenterons de déterminer qui sont les acteurs mettant en scène ce type de discours, quel est cet « autrement » pour les uns et les autres et, indissociablement, comment les acteurs se représentent cette « politique » qu'ils désirent pratiquer différemment, en termes de rôles politiques, de légitimité, de règles du jeu. Nous nous demanderons enfin dans quelle mesure on peut subvertir avec succès les règles du jeu politique, connaissant la « force des mécanismes d'assimilation et de conformisme qui sont au principe de la concurrence » politique (Offerlé, 1997 : 91-92).

I - LES « AUTREMENTS » DE LA POLITIQUE

Observer les deux listes rennaises en présence conduit de prime abord à constater de grandes similarités entre les discours et les pratiques mis en œuvre. Similarités qui ne sont pas sans rappeler d'autres utilisations passées ou présentes de l'expression, ayant en commun une stigmatisation de la classe politique établie. Dans tous les cas, le discours de rejet de la politique « politicienne » semble être le fait d'acteurs à la recherche d'une légitimité politique d'un type nouveau, les nouveaux entrants⁵ réalisant une opération symbolique de délégitimation des acteurs établis, pour asseoir leur propre légitimité sur des ressources qu'ils possèdent en propre. On se trouve apparemment typiquement face à des *outsiders* dont la « présentation de soi décalée accompagne la tentative de subvertir la hiérarchie des enjeux de la compétition politique » (Offerlé, 1999 : 25).

(suite note 3) et Verts, UDB- (44,64 % au premier tour) et la liste RPR-UDF (32,01 %). Elle est menée par Patrick Mainguené, imprimeur et ancien mao, tandis que la liste TEAG (2324 électeurs) est dirigée par Françoise Bagnaud, militante LCR de longue date. Les autres listes en présence étaient les listes MNR (1,79 %), FN (2,69 %), LO (4,89 %), Parti des Travailleurs (1,71 %) (au total 8 listes).

4. Cet article est le fruit d'une enquête de terrain menée de janvier à juin 2001, sous forme d'entretiens, d'observations directes, et de la lecture de la presse locale et nationale. Nous tenons à remercier Frédéric Sawicki pour les précieux conseils dont il nous a fait part à la lecture d'une première version de ce texte.

5. Dans les deux cas étudiés ici, on peut parler de « nouveaux entrants », dans la mesure où aucun des candidats n'a précédemment détenu de mandat représentatif, quel qu'il soit.

Dans les deux cas on peut déceler un discours stigmatisant la classe politique dite « politicienne », et insistant au contraire sur le fort ancrage associatif, la forte proximité des candidats par rapport à leurs concitoyens.

Le rejet commun d'une politique « politicienne », en « crise »

Le rejet sans appel de la politique politicienne transparaît à travers tous les discours, documents écrits et entretiens réalisés avec les candidats des deux listes. Dans leurs tracts, les Motivées dénoncent les « politiciens et les technocrates », « les sept listes politiciennes en présence ». « Laissons les politiciens à leurs affaires, prenons les nôtres en main », proposent-ils en constatant le développement des « affaires » et l'éloignement des hommes politiques professionnels par rapport aux intérêts et aux préoccupations des citoyens⁶. L'idée d'une coupure entre population et hommes politiques est également très présente dans les tracts de TEAG : « Nous sommes tenus de plus en plus éloignés des décisions qui organisent notre vie quotidienne », notamment en raison des « phénomènes de technocratie, de confiscation du pouvoir par quelques experts ». La dénonciation de la classe politique en place est très nettement resituée dans un contexte de crise, « de paysage politique morne et passif ». L'un des tracts des Motivées interroge alors : « Depuis des années, les politiciens vous ont déçus, huit ados sur dix ne s'intéressent pas à la politique, et combien d'entre vous ne votent plus depuis des années ? ». Il est urgent de « redonner ses lettres de noblesse à la politique ».

Les deux listes ont alors en commun de souligner leurs différences par rapport aux professionnels responsables de la crise. Les Motivées promettent de conserver un rôle de « *trubions* » par rapport aux politiciens locaux. Il s'agit de mener une « campagne de contre-poids pour faire réagir les politiques »⁷, pour « bouleverser le train-train sclérosant ». Le discours de la différenciation passe en outre par l'affirmation d'un refus d'identification partisane. Ce sont des gens « désintéressés », un « groupement apolitique », qui rejettent les « politiciens »⁸. Enfin, le non professionnalisme politique est mis en scène grâce à l'association entre amateurisme et convivialité. En témoigne l'utilisation du tutoiement sur l'appel à cotisation en faveur de l'association Motivées, un style très direct et décontracté utilisé dans les tracts⁹, la désignation des

6. Lorsque des citations sont utilisées sans référence précisée, il s'agit d'extraits de tracts électoraux utilisés pendant la campagne des municipales.

7. Entretien avec HLG, candidate sur la liste Motivées, 25 ans, animatrice scientifique dans une association pour l'éducation enfantine, « Les P'tits Débrouillards ».

8. *Ibid.*

9. « Nous t'invitons à une réunion » ; « A noter dans ton agenda » ; « Il serait sympa que les 61 candidats Motivées soient présents à cette occasion pour se connaître et prendre la photo du groupe », etc.

organisateurs par leur prénom, etc. Bref, « chez les Motivées, pas de grands discours ou de meetings : de la convivialité, de l'échange ». Les brochures insistent sur le fait que la tête de liste, P. Mainguené (« Patrick ») a fait un emprunt de 50 000 francs pour financer la campagne. Il s'agit d'afficher la transparence des comptes, tout en insistant sur le fait que la tête de liste n'est pas un homme riche, ni un « politicien » soutenu par un appareil partisan. La démarche est exactement la même pour TEAG, organisant une soirée électorale dans un bistrot en précisant que le buffet, payant, constituera un « soutien aux dépenses de campagne ». Composée de nombreux militants de la LCR et d'un Vert dissident, la liste TEAG ne revendique pas l'apolitisme si cher aux Motivées, mais insiste sur son refus d'un professionnalisme politique trop poussé. Pour demeurer proches des citoyens et éviter de devenir des professionnels coupés du reste de la population, la liste décide que les réunions internes seront toujours ouvertes au public, tandis que les candidats se relaient pour représenter TEAG face aux médias, refusant de désigner un porte-parole unique. « Pas de spécialistes, pas d'experts », annonce un tract dénonçant par ailleurs le cumul des mandats.

Cette démarche stigmatisant le personnel politique établi et tendant à affirmer *a contrario* son non professionnalisme rappelle l'attitude d'autres nouveaux entrants dans la vie politique française. A cet égard, le CPNT a lui aussi justifié son entrée en politique en décrivant un « profond désenchantement des citoyens-chasseurs à l'égard des représentants traditionnels de la politique », le stéréotype du politicien professionnel, la « caste des politiciens » correspondant à l'idée d'entrepreneurs politiques aux préoccupations spécifiques, souvent radicalement distinctes de celles des citoyens ordinaires¹⁰. Pour les élus et les militants CPNT « faire la politique autrement » traduit une indifférence et une position de surplomb à l'égard du jeu partisan (« Qui entre au CPNT laisse son étiquette politique au vestiaire »). « Braconniers de la politique », les candidats du CPNT se présentent comme des « hommes de terrain » ayant « su rester en contact avec la base électorale », avec les terroirs, possédant un art de la convivialité et de la fraternité (Traïni, 2000 : 126, 111 et 116).

Le militantisme associatif comme ressource politique

Stigmatiser les établis suppose effectivement de valoriser des propriétés sociales propres, jusqu'à présent considérées comme non légitimes pour prétendre occuper des postes de pouvoir. À TEAG comme chez les Motivées, les candidats sont alors présentés sur le

10. Profession de foi de Jean Saint-Josse aux élections présidentielles d'avril 2002. Dans cette même profession de foi, il est écrit : il faut « faire entendre la voix de ceux qui sont de plus en plus nombreux à ne plus se reconnaître dans la France que leur proposent les technocrates et les professionnels de la politique ».

registre de la proximité. Ils sont de simples citoyens, des membres du tissu social et associatif, et entendent le rester. En entretien, deux candidats de la liste TEAG affirment combien ils déplorent la langue de bois employée par certains hommes politiques, en précisant qu'on « doit faire de la politique comme on est dans la vie quotidienne », « sans instaurer de clivage entre ce que l'on est dans la vie privée et dans la vie publique », afin de demeurer des citoyens comme les autres. Des citoyens simplement caractérisés par une expérience militante, grâce à leur participation à de nombreuses associations « où on se bat aussi »¹¹. Les Motivées rappellent de même que leur liste est menée par des gens qui travaillent « tous les jours, à leur niveau, à la cité de demain », grâce à leur ancrage associatif important¹². Dans les deux cas, les candidats se disent habitués à lutter au quotidien pour le bien de la cité et toujours à l'écoute des citoyens, ce qui leur permet de prendre en considération des questions jusqu'alors trop ignorées par la classe politique — pour les Motivées, le droit de vote des étrangers et la participation citoyenne ; pour TEAG, les « nouvelles questions sociétales » telles que l'égalité entre sexes, l'homosexualité, la légalisation de certaines drogues, ou encore la participation citoyenne. C'est donc à une meilleure représentativité du corps électoral et de ses préoccupations que prétendent les deux listes au nom de leur appartenance au monde associatif et de leur identité de citoyens « ordinaires ».

A travers cette présentation de soi, elles reproduisent un type de comportement identifié à d'autres époques, pour des acteurs très divers¹³. Souvent les *outsiders* tentent une opération de retournement du stigmaté, consistant à présenter comme légitimes leurs propres caractéristiques sociales, à défaut des capitaux politiques traditionnellement requis. De même que les communistes, lors de leur formation (Pudal, 1989), ou encore certains poujadistes, ont cherché à déplacer les critères de la compétence politique et revendiqué « leur illégitimité politique comme légitimation de leur prétention à occuper des postes électifs » (Collovald, 1989 : 119), les Motivées et TEAG présentent leur non professionnalisme comme la garantie d'une meilleure représentation de leurs concitoyens. Parmi les autres précédents historiques, on pourrait encore citer ces candidats aux législatives de 1958, mettant en avant leurs titres professionnels afin d'être moins perçus comme des professionnels politiques (Collovald, 1990), ou encore la nouvelle élite politique, d'origine sociale inférieure

11. Entretiens avec GG, 20 ans, étudiant en lettres et FB, 45 ans, chef de service éducatrice et tête de liste TEAG.

12. Nous reviendrons ultérieurement sur les détails de cette présence associative pour chacune des deux listes.

13. « Des nouvelles couches gambettistes, aux incarnations socialistes et communistes du prolétariat, à la défense poujadiste des braves gens jusqu'à la dénonciation lepéniste de l'établissement, il est toujours question aussi de ses propres propriétés sociales et de la dénonciation de celles des hommes politiques installés » (Offerlé 1999 : 25).

re et moins dotée en titres scolaires, accédant à des postes politiques en 1981 en valorisant son capital associatif et syndical (Gaxie & Offerlé, 1985). Enfin, comment ne pas établir de parallèle avec les élus Verts, qui se targuent eux aussi d'« être la société civile », dénoncent les « élucubrations politicardes des adversaires », et insistent sur la convivialité de leur engagement quotidien (Le Bart, 1993), ou encore avec le discours de certaines femmes prétendant rénover la politique grâce à leur ancrage associatif, leur position de profanes et leur distanciation par rapport aux appareils partisans (Achin & Paoletti, 2002 ; Dulong et Matonti, *supra*).

Renforcer la participation citoyenne

L'un des objectifs affichés par les deux listes consiste indissociablement à réintroduire une participation citoyenne dans les prises de décisions locales. Tous les citoyens peuvent générer du renouveau, y compris les « réputés étrangers », les minorités et les femmes¹⁴. Les Motivées entendent « replacer le citoyen au cœur des décisions », « mobiliser et remobiliser tous les déçus de la politique politicienne (anciens, jeunes, immigrés) dans une action citoyenne constructive », pour « redonner à la politique son sens vertueux d'origine (Aristote 325 av. JC) »¹⁵. Dans ce but, ils mettent en place une campagne en faveur de l'inscription sur les listes électorales, le « printemps citoyen »¹⁶. Enfin, pour remobiliser les citoyens sur le long terme (« En avant pour le 3^e tour ! »), une association est créée après les municipales, comme le feront la grande majorité des listes Motivé-e-s ou « citoyennes » en France. Pendant la campagne, les deux listes organisent des débats pour chercher comment revivifier les conseils de quartier déjà existants, mais à leurs yeux fortement « verrouillés » par la municipalité. On perçoit alors clairement ce que doit le discours de « la politique autrement » au contexte dans lequel il intervient : la commune constitue un cadre particulièrement propice au développement de la participation citoyenne directe, à « l'instauration d'une démocratie au quotidien, avec la mise en place d'un budget participatif », avec « transparence et prise de décision collective »¹⁷. Le niveau municipal s'avère toujours propice à la dénonciation des querelles partisans et à la proposition concomitante d'une participation citoyenne élargie (conseils de quartier, réunions d'information, de concertation, etc.) et d'une plus grande

14. Les Motivées ont choisi de féminiser le nom de la liste à titre symbolique, parce que celle-ci comportait 31 femmes et 30 hommes. Concernant les minorités, un tract TEAG en appelle par exemple aux bretonnants, en utilisant des slogans tels que « Pour le breton et le gallo dans la vie publique ! ».

15. Tract Motivées.

16. En collaboration avec la municipalité rennaise, à partir de mai 2001, un bus citoyen stationne une fois par mois devant les maisons de quartier pour enregistrer les inscriptions des jeunes sur les listes électorales.

17. Tract TEAG.

proximité entre élus et habitants¹⁸. A ce titre, les Groupes d'action municipale, dans les années 1970, désiraient eux aussi redynamiser la participation citoyenne au niveau municipal, remobiliser les « convalescents de l'apolitisme », jouer le rôle de force de contestation et de stimulants pour la participation des habitants à la gestion de leur ville. Se présentant comme des « catalyseurs de l'initiative populaire » dans « une entreprise de repolitisation », des « lieux de rencontre et d'action concertée des militants engagés », les GAM refusaient également d'être assimilés à des partis ou des syndicats et entendaient bien demeurer des non professionnels de la politique (De Caumont & Tessier, 1971 : 218 et s.).

Des pratiques politiques non conventionnelles ?

Des pratiques assez inhabituelles sont mises en œuvre par les deux listes, pour générer cette remobilisation citoyenne. La convivialité doit jouer un rôle important au moment de la campagne, mais également après celle-ci. On recourt à la musique pour introduire de la bonne humeur dans la campagne, tout en affichant clairement certaines opinions politiques¹⁹. Plusieurs fois, une « présence animée » musicale est organisée par les Motivées sur le marché, sur la place de la mairie, ou dans des salles de concert. Après les élections, l'organisation d'un concert de Zebda permet de distribuer aux jeunes des cartes postales expliquant la mise en place du « printemps citoyen ». Dans un autre registre, les Motivées affichent explicitement leur soutien à l'exposition d'un peintre, et organisent un vernissage accompagné d'un discours électoral destiné à présenter la liste. Ils recourent, sur leurs tracts, aux illustrations de Schwartz, dessinateur assez réputé, tout en recourant au registre de la poésie (« Vous avez fait un rêve » énonce un tract, tandis que le programme électoral est baptisé d'« inventaire à la Prévert »). Enfin, plusieurs « fêtes des Motivées » sont organisées. Chez TEAG, l'élargissement du répertoire d'action passe également par le recours à des pratiques originales : pendant la campagne, trois « poses de la première pierre » symboliques sont organisées, pour une maison des sexualités différentes, un cannabistrot, puis une université de la musique. La liste insiste elle aussi sur la convivialité, organisant des réunions ou fixant les points de départ des manifestations dans des bistros. La fête est mise en scène sur les tracts, qui recourent abondamment au style exclamatif : « Venez fêter les élections avec nous ! »

18. Pour des travaux sur la participation citoyenne au niveau municipal, voir les références données précédemment. Pour une mise en perspective des travaux relatifs à cette opposition entre politique au village et « politique politicienne », nous nous permettons de renvoyer à Guionnet (1998).

19. Lors d'un concert au Dejazay, une boîte de nuit rennaise, une soirée « fièvre latine » dédiée aux Zapatistes mexicains est organisée, avec deux groupes des Andes. Pendant le concert, les candidats scandent « Motivées ! » et vendent des CD de Tropical'Son au profit de l'association Motivées.

« Buffet, punch, cidre, reportages, élus, candidats... De l'ambiance pour un dimanche ! ». L'humour est de bon ton, comme en témoigne un tract intitulé « Titillez votre point G ! »²⁰.

« La politique autrement » passe donc, dans les deux cas, par une critique des « politiciens » et professionnels de la politique, un souci de proximité entre candidats et électeurs, un attachement à défendre de nouvelles valeurs, et la mise en œuvre de pratiques présentées comme originales. Ces pratiques et discours, souvent repérables dans les autres communes où se sont constituées des listes Motivé-e-s et citoyennes²¹, ne sont toutefois pas toujours véritablement inédits, mais rappellent au contraire certaines attitudes repérables chez d'autres *outsiders* dans le passé. Comme on l'a déjà suggéré, l'analogie avec les Verts, lors de leur émergence sur la scène politique, mais encore aujourd'hui dans une certaine mesure, s'impose avec force. Ceux-ci revendiquent également la liberté de parole, une origine et une base associative puissante et dynamique, une proximité sociale avec les citoyens, une forte méfiance et une attitude critique à l'égard du mode de fonctionnement partisan classique, une présentation de soi comme alternative au clivage figé gauche/droite, une méfiance à l'égard de la politique professionnelle, une volonté de ne pas faire de la politique en tant que fin en soi, la revendication d'une réelle démocratie locale (« Penser globalement, agir localement ») (Le Bart, 1993).

Doit-on par conséquent considérer que le discours de « la politique autrement » ne ferait que resurgir régulièrement, sous des termes relativement identiques, dénonçant le mode de fonctionnement usuel des appareils partisans et des professionnels de la politique, dans une logique de différenciation censée légitimer les nouveaux prétendants à succéder aux établis ? Au-delà des récurrences incontestables, une telle conclusion serait fort hâtive. Loin de s'arrêter à un examen des « autremements » discursifs et pratiques, il convient de s'interroger également sur les représentations de « la politique » chez les différents acteurs, sur la matrice intellectuelle globale dans laquelle ils s'insèrent, ainsi que sur leur positionnement concret dans le champ politique local, voire national.

II - DE LA RÉNOVATION À LA SUBVERSION DES RÈGLES DU JEU POLITIQUE

Le contexte politique rennais semble propice au développement de listes proposant d'introduire de nouveaux combats et de nou-

20. « Titillez votre point G. Le point G, c'est la vraie Gauche, la Gaieté, la Gaudriole, les Gays, les Gallos, les Gagne-petit, les Galettes-saucisse..., etc. » (le tract est entièrement composé de mots farfelus commençant par la lettre G).

21. Voir par exemple la très bonne analyse de la politique autrement chez les Motivé-e-s toulousains, par Giraud (2001-2002).

veaux modes d'action politique. Depuis 1995, le maire socialiste a progressivement vu ses soutiens fragilisés²². Les difficultés liées à la construction du métro et l'affaire du sang contaminé²³ ont contribué à briser le consensus établi autour du maire, et à éloigner de l'équipe municipale certains soutiens associatifs ou partisans²⁴. Face à cet affaiblissement, face à une droite commençant à se réorganiser (un nouveau leader de droite, P. Le Brun, dirige la campagne de la liste RPR-UDF), la liste socialiste doit conclure, en mars 2001, une coalition avec d'autres forces politiques de gauche (PRG, Rouges et Verts, Verts, communistes, UDB). Or cette coalition, proposant de reconduire le maire en place depuis 1977, constitue un atout évident pour ceux qui désirent instaurer un changement. Les électeurs déçus par la municipalité n'ont plus la possibilité d'exprimer leur désaccord en votant pour d'autres partis politiques de la gauche gouvernementale. L'usure du pouvoir (pour le maire, mais également pour une partie de l'équipe municipale²⁵), la réputation d'un mode de gouvernement parfois autoritaire, mettant en place des structures consultatives sans réellement tenir compte des avis formulés (notamment eu égard au VAL, mais aussi aux comités de quartier), contribuent à ce qu'une partie de l'électorat perçoive d'un bon œil des initiatives dissidentes, permettant de sortir la campagne électorale de sa torpeur. En 1995 déjà, le taux d'abstention très important²⁶ illustre la lassitude de nombreux Rennais face à une campagne électorale sans enjeux réels, tant la municipalité paraît assurée de sa réélection. Si, dans ce contexte, l'extrémisme de droite demeure très minoritaire, la gauche contestataire (fédérations anarchistes, Lutte Ouvrière, la LCR, le Parti des Travailleurs, et d'autres regroupements plus ponctuels) investit au contraire la scène politique locale. Dès 1989, une liste nommée « Les Grignous » est constituée, soutenue par certains groupes musicaux rennais. Ayant pour principal objectif de « justifier la réputation de Rennes ville rock », de « faire briller le soleil toute l'année et de conduire le stade rennais en finale de la coupe d'Europe des vainqueurs de cruches » (Fertikh, 2002), la liste obtient 3,67 % des suffrages. En 1995, l'initiative de diversion volontairement burlesque est reprise par la liste Rennes Utile pour Tous (RUT), qui recueille 2,12 % des suffrages. Transformé en association, le RUT choisit, en mars 2001, de participer à la liste TEAG. L'électorat séduit par ces diverses listes de la gauche alternative constitue une masse non négligeable, en crois-

22. Il obtient 50,76 % des suffrages au premier tour des municipales de 1989, contre 44,65 % en 2001.

23. E. Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, est mis en cause dans cette affaire à partir de 1991-92.

24. Sur le désinvestissement progressif, par E. Hervé et son entourage des sections locales du PS, voir Sawicki (1997 : 323 et s.).

25. Sur la difficulté éprouvée par E. Hervé à renouveler ses collaborateurs, en raison de son besoin de soutiens partisans, voir Vion (1995).

26. Près de 50 % aux deux tours en 1995, alors qu'en 1989, ce taux n'avait atteint que 30 %. En 2001, 47,5 % des Rennais vont choisir de s'abstenir au premier tour, 47,1 % au second.

sance manifeste sous l'impulsion des deux nouvelles listes de 2001, Motivées et TEAG²⁷. Grâce à leur ancrage associatif, ces dernières ont bénéficié d'une certaine visibilité et de réseaux prêts à se mobiliser pour une « gauche alternative ». Caractérisée par un secteur associatif très dense, par une forte présence estudiantine, ainsi que par des catégories socioprofessionnelles moyennes (employés, cadres du secteur public) nombreuses, la population rennaise se montre particulièrement réceptive aux entreprises Motivées et TEAG. Les plus forts soutiens des deux listes, en mars 2001, sont précisément obtenus dans les quartiers favorisés du centre ville, et non dans les quartiers plus populaires de la périphérie²⁸.

S'inspirant de précédentes associations entre des listes Motivées et la LCR (à Toulouse, en 1995), les fondateurs des Motivées rennais et les représentants locaux de la LCR se sont rencontrés avant les municipales de 2001, afin d'étudier la possibilité d'une coalition. Mais les débats ont tourné court. Certains militants de la LCR expliquent que P. Mainguené, tête de liste des Motivées, leur est apparu comme un homme peu conciliant, opportuniste, encore marqué par son ancienne appartenance mao, et très hostile à la LCR. De leur côté, les représentants des Motivées présents à la réunion estiment que le projet de TEAG était trop influencé par la LCR, structure partisane finalement classique, alors qu'eux-mêmes refusent toute affiliation partisane. Si le rapprochement est impossible, c'est notamment parce que les deux listes n'inscrivent pas « la politique autrement » dans des matrices intellectuelles identiques, au-delà de discours ou pratiques parfois similaires.

Représenter et gouverner autrement

Les rapports à la politique de la liste TEAG se caractérisent, on l'a vu, par une grande défiance à l'égard de la classe politique établie et la volonté de changer certaines pratiques politiques. Pour autant, les candidats de cette liste estiment, de façon unanime, qu'on ne peut garantir une réelle participation des habitants à la prise de décision et une bonne défense de leurs intérêts, que si l'on s'engage à les représenter. Ils acceptent par conséquent de se percevoir comme des acteurs politiques véritables, suivant les traces

27. En 1995, les listes de gauche autres que celle menée par E. Hervé obtiennent en tout 17,65 % des suffrages exprimés, les Verts étant inclus dans ce calcul (7,80 %), puisqu'ils avaient alors constitué une liste à part. Ce score sera de 18,86 % en 2001, alors que les Verts se présentent cette fois-ci sur la liste conduite par E. Hervé.

28. Voir les résultats par bureau de vote dans *Ouest-France*, 13 mars 2001. A titre d'exemple, on peut citer un quartier comme Jean Zay, très central, proche du jardin du Thabor, habité par des catégories sociales favorisées, qui a donné aux Motivées un score de 9,11 %, et à TEAG 5,05 %, alors que ces scores n'ont été respectivement que de 6,39 % et 2,86 % dans le quartier populaire (HLM nombreux) des Clôteaux (ou encore 6,35 % et 3,21 % dans le bureau Hautes-Chalais, correspondant également à un quartier périphérique modeste).

d'autres représentants TEAG, déjà insérés dans la vie politique locale, voire celles de la LCR, briguant certains postes de pouvoir au niveau national²⁹. Le fait d'appartenir à une tendance politique ayant déjà investi certains rôles politiques est clairement considéré comme une ressource politique, comme un gage de crédibilité, les tracts électoraux valorisant le soutien à la liste municipale de conseillers régionaux TEAG³⁰. L'objectif central de « la politique autrement » consiste alors avant tout à désenclaver le champ politique en l'ouvrant davantage, de l'intérieur, sur l'univers social, pour rendre les frontières davantage poreuses entre société et acteurs politiques, questions « privées » et domaines d'action publique. Il s'agit d'assumer concrètement ses responsabilités d'acteur politique, tout en exerçant la fonction représentative « autrement », c'est-à-dire en restant à l'écoute des citoyens, en s'intéressant à d'autres thèmes, à d'autres pratiques, « en relayant les revendications du mouvement social »³¹ à l'intérieur même du champ politique institutionnel.

Le profil sociologique des candidats TEAG permet de mieux appréhender ce rapport à la politique, fait d'une subversion toute relative (introduire une nouvelle pratique du pouvoir, mais respecter le principe représentatif fondateur). Leur appartenance à une structure partisane (la LCR et, pour un candidat, les Verts) et/ou à des associations politiquement actives sur le plan national ou international traduit une volonté d'engagement politique explicite. Outre les très nombreux militants de la LCR et des JCR, les candidats de la liste sont massivement présents — avec très souvent une multi-appartenance — dans des associations telles que France Palestine, ATTAC, Ras l'Front, le MRAP, AC !, des associations pour la légalisation du cannabis, la défense des droits des femmes et des homosexuels, ou encore la promotion de l'identité bretonne³² ; quelques-uns sont en outre des militants syndicaux (SUD, CGT, CFDT). Lors des entretiens, aucun d'entre eux n'a affirmé fuir les responsabilités politiques, tous se reconnaissant au contraire comme proches de la LCR et désirant mener leur combat politique sur tous les fronts possibles.

29. Deux élus TEAG sont présents au Conseil régional de Bretagne.

30. Les tracts électoraux stipulent : « Avec le soutien d'Arnaud Hell et Gilles Meurice, conseillers régionaux TEAG ». Pendant la campagne électorale municipale, un « apéro débat » est organisé autour de la tête de liste, F. Bagnaud, mais également en présence de A. Helle, conseiller régional TEAG.

31. Entretien GG, 20 ans, étudiant en lettres.

32. Le programme électoral de TEAG précise que se sont joints à la LCR « le RUT, les Mauves, le CIRC, Baracanna, des militant-e-s des Verts et des militant-e-s associatif-ve-s ».

Influencer sans gouverner

Le rapport qu'entretiennent les Motivées à la politique paraît fort distinct en mars 2001. Il est à leurs yeux nécessaire de se rapprocher davantage des lieux de décision politique (notamment en se présentant aux élections), afin de mieux faire entendre les revendications citoyennes. Pour autant, il demeure essentiel de ne pas franchir « la ligne rouge », les frontières de la politique institutionnelle impliquant d'investir des rôles politiques représentatifs. La volonté de différenciation maximale par rapport aux professionnels de la politique les conduit à renoncer à des fonctions représentatives pensées comme corruptrices et défavorables au maintien de la vigilance critique : « On ne voulait pas d'élus parce qu'on voulait rester un contre-pouvoir », déclare une candidate, avant d'ajouter : « C'est plus facile d'intervenir quand on n'est pas dans le conseil municipal. [...] On assistera au conseil municipal, mais en tant que public », parce que « quand on est élu, c'est difficile d'aller contre tout le monde, et c'est plus facile d'agir dans une association »³³. Une certaine homogénéité de vue semble alors prévaloir. Satisfaite d'avoir obtenu moins de 10% des suffrages, la liste décide de ne pas briguer de place au conseil municipal grâce à une fusion avec la liste socialiste au second tour. Lorsqu'un accord de désistement en faveur de la municipalité sortante est finalement conclu, les Motivées précisent dans la presse : « On n'a pas réclamé de poste éligible. On veut garder notre autonomie. Nous sommes une association et, en plus, si les engagements ne sont pas tenus, on arrête tout »³⁴. Cette attitude est également celle de plusieurs autres listes citoyennes et Motivé-e-s en France, justifiant toutes leur refus par la peur de se travestir, de perdre leur identité de simples citoyens³⁵ ; les élections sont simplement destinées à montrer la puissance de leurs soutiens et à faire entendre la voix des quartiers, des citoyens dont l'opinion n'est pas relayée par les partis politiques traditionnels.

Deux profils peuvent être appréhendés chez les Motivées rennais, qui expliquent leur réticence face à une participation au gouvernement municipal. Une part des candidats, nettement minoritaire, est constituée d'individus ayant précédemment milité ou militant toujours — cinq candidats sont toujours encartés, dont quatre communistes et un Rouges et Verts — dans des structures partisans, mais très critiques à leur égard. Pour ces individus, déçus par le militantisme partisan, se joindre aux Motivées autorise un type d'engagement alternatif, permettant l'expression d'un

33. Entretien MEM, membre de la liste Motivées, 34 ans, secrétaire.

34. *Ouest-France*, 15 mars 2001.

35. Les Motivé-e-s toulousains repoussent, quant à eux, les frontières un peu plus loin, acceptant d'être élus, mais refusant les postes d'adjoints au maire qu'on leur propose (Giraud 2001-2002).

désaccord avec la municipalité ou avec leur parti³⁶. Il s'agit de faire pression sur les décideurs, sans se compromettre dans un jeu partisan et politique trop parasité par la recherche du pouvoir à tout prix. Ces militants anciens — anarchistes (*No Pasaran*), maoïstes, communistes, Verts, Rouges et Verts, et socialistes — ou actuels n'ont jamais occupé de poste de responsabilité dans leur parti ou mouvement, ayant au contraire toujours préféré demeurer de simples militants et garder leurs distances par rapport aux positions de pouvoir (Fertikh, 2002).

Outre ce petit groupe plus politisé, mais déçu par le militantisme partisan, la majorité des Motivées est formée d'individus très hostiles à toute forme d'engagement politique. La marginalité politique volontairement entretenue (refus de toute participation au gouvernement local) demeure une condition indispensable à leur présence sur la liste. Dénonçant vigoureusement les dysfonctionnements du système représentatif, ils désirent demeurer engagés au quotidien, et mener une action pragmatique dans des structures associatives locales, sans se compromettre avec le pouvoir, soit-il local ou national. Si quelques-uns adhèrent à des syndicats (SUD, CFDT), à des associations nationales de défense des étrangers (Ras l'Front), de lutte contre la mondialisation (ATTAC) ou contre le chômage (AC !), la plupart sont plutôt militants dans des associations locales d'animation socioculturelle, d'éducation populaire (Les P'tits Débrouillards), de parents d'élèves, voire dans des associations musicales. Par rapport à TEAG, le militantisme associatif consiste bien plus souvent en une action de proximité, et bien moins en un militantisme lié à des causes politiques nationales ou internationales (écologie, mondialisation, chômage). Bien plus que parmi les candidats TEAG, on trouve chez les Motivées beaucoup d'individus repoussant avec vigueur tout engagement identifiable comme « politique ». La plupart se décrivent comme apolitiques, se vantant même parfois de ne s'être jamais intéressés à la politique, et ne votant plus depuis longtemps³⁷. Ils ont rejoint les Motivées en raison de leurs liens personnels avec la tête de liste (qui a constitué sa liste en sollicitant nombre de ses amis, de ses anciens collègues de travail, voire de ses proches — sa compagne, son fils —), ou influencés par l'image des Motivé-e-s toulousains, connus pour leur posi-

36. Le phénomène n'est pas propre à Rennes, car lors des premières rencontres entre listes citoyennes et Motivé-e-s, l'une des motivations fréquemment avancée pour justifier la constitution de leur liste aux municipales consistait à affirmer sa dissidence par rapport à la municipalité en place, y eut-on participé précédemment.

37. Deux candidates interrogées disent qu'elles ne votaient plus depuis 10 ans et ne s'intéressaient plus à la politique. Elles n'ont jamais fait partie d'aucune association. Elles avouent ne pas s'intéresser à la politique partisane et ne parviennent d'ailleurs pas à nous redonner les principaux points du programme électoral, ni les termes de l'accord de désistement conclu entre les Motivées et E. Hervé pour le second tour des municipales (entretiens avec C.A., 44 ans, OS, MEM, 34 ans, secrétaire).

tion de retrait par rapport au jeu partisan et leur volonté de relayer les associations auprès des décideurs locaux³⁸.

Un « syndicat » de citoyens en politique

N'entrevoit-on pas finalement, à travers ces deux attitudes distinctes, la *summa divisio* entre groupes de pression et partis politiques, correspondant à l'opposition entre « influencer » et « exercer » le pouvoir politique ? Si les apparences semblent parfois militer en ce sens, la nouveauté, avec les Motivées, tient au fait qu'ils désirent continuer à se comporter selon la logique d'un groupe de pression (c'est-à-dire influencer le pouvoir sans l'exercer), tout en se présentant à des scrutins et donc en se livrant bel et bien à certaines activités caractéristiques des partis politiques. Dans les associations écologistes, ceux qui développaient la rhétorique de « la politique autrement » n'étaient pas ceux qui refusaient d'entrer dans le champ politique pour privilégier le lobbying, mais au contraire ceux qui avaient fini par se résoudre à devenir des représentants politiques. Entre un « axe vertical » concernant « la société politique » et « un axe horizontal » traitant « des actions écologistes en dehors du cadre institutionnel » (Prendville, 1993), il n'y a pas eu de troisième voie sérieusement envisagée, consistant à se présenter aux scrutins tout en refusant par principe d'exercer les mandats représentatifs. De même, le CPNT a pu se considérer comme « le premier lobby en France à se présenter directement aux élections » (Traïni, 2000), notamment pour amplifier la pression exercée sur la classe politique, en convertissant une force électorale en injonction de concertation pour les élus. Là aussi, des débats ont eu lieu, opposant ceux qui voulaient entrer en politique et avoir des élus pour être plus efficaces, et ceux qui continuaient à penser que le mouvement ne devait pas se mêler de politique. Mais en décidant de candidater à certains scrutins, le CPNT a finalement tranché le débat, et n'a pas refusé par principe d'avoir des élus. Plus tôt dans l'histoire, l'Union de Défense des Commerçants et Artisans, dirigée par Pierre Poujade, constitue également un cas de groupe de pression s'engageant dans des activités politiques ; mais elle s'y engage pleinement, fortement désireuse d'obtenir des élus (aux législatives de 1956, elle obtient 52 élus sous l'étiquette « UFF ») et non réticente à se transformer en parti politique pour préparer le scrutin. Les attaques livrées par les poujadistes visent plus la classe politique que les institutions en elles-mêmes (Collovald, 1989). Dans aucun de ces cas donc, les groupes de pression ne se présentent à des scrutins en renonçant ensuite à exercer tout mandat représentatif. Les moyens

38. P. Mainguené affirme que la liste n'a pu être bouclée que grâce à des « gens qu'on connaissait pas, et qui sont passés à la permanence pour demander si on avait besoin d'un coup de main pour boucler la liste » (Entretien P.M., tête de liste des Motivées, graphiste et imprimeur, 48 ans).

de pression traditionnels étant jugés insuffisants, ils désirent au contraire accéder plus directement aux lieux de décision, en étant élus. Même les GAM, très proches des Motivées par leur volonté de « donner au citoyen le goût et les moyens d'agir », et soucieux de demeurer distincts des partis politiques en se fondant sur un fort ancrage associatif, ne reculaient aucunement devant l'exercice des fonctions municipales. Ils affirmaient au contraire « accorder de l'importance » à la « conquête du pouvoir municipal ». Investir des rôles politiques était pensé comme nécessaire pour « lutter contre les entreprises démagogiques de dépolitisation » et participer au « renouveau du courant socialiste » (De Caumont & Tessier, 1971 : 219 et 223). La posture des Motivées rennais, et des autres listes adoptant la même décision en France, constitue donc incontestablement une attitude inédite.

Cette attitude s'avère difficilement identifiable du point de vue de la science politique, car elle réinterroge la dichotomie classique entre partis politiques et groupes de pression. Ce qui distingue généralement ceux-ci, c'est à la fois des objectifs et des modalités d'action. Ce qui est censé définir une organisation partisane « est son objectif de 'conquête du pouvoir' et sa participation aux activités (notamment électorales) qui assurent l'accès de ses membres à des positions de pouvoir selon les règles en vigueur dans une société. Ce qui est censé définir un groupe de pression est son objectif ('influencer' les décideurs politiques) et ses modalités d'action spécifiques — tendant toutes à 'faire pression' sur les instances de décision politiques, sur les partis et sur l'opinion publique » (Lagroye, François & Sawicki, 2002 : 283). Face à cette dichotomie, on perçoit immédiatement l'entrecroisement inédit mis en place par les Motivées en mars 2001 : si les objectifs semblent bien être ceux d'un groupe de pression classique (influencer le pouvoir), les moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs appartiennent plutôt au registre d'action des partis politiques (compétition électorale, et programme électoral général). Par ailleurs, les groupes de pression sont généralement définis par rapport aux intérêts qu'ils défendent — « intérêts matériels liés à la position objective des membres de l'organisation (on parlera alors de *groupes d'intérêt*) ou intérêts principalement attachés aux croyances des membres (on parlera alors de *groupes d'attitude et de groupes de cause*) » (*Ibid.*). Or là aussi, la position des Motivées est originale, car ils ne constituent pas un groupe « *ad hoc* », formé pour influencer le pouvoir politique par rapport à quelques intérêts précis, comme ce fut notamment le cas des poujadistes³⁹. C'est bien un projet politique général (« omnibus »⁴⁰) qui est envisagé ici, se positionnant dans des domaines aussi

39. A. Collovald souligne à cet égard « les thèmes de débat à l'éventail fort restreint et de portée essentiellement particulariste » des poujadistes en 1956 (1989 : 126).

40. Voir la distinction effectuée par M. Ostrogorski entre parti « *ad hoc* » et parti « omnibus » (1902).

variés que les transports, la culture, le logement, la sécurité, l'environnement, la santé, etc. Si la « plate-forme » propose de « faire pression sur les politiciens en place sous les lambris de la mairie », c'est avant tout pour « motiver et remotiver le geste citoyen en réhabilitant l'action politique au sens vertueux d'origine » (Aristote, 325 av. JC). Il s'agit d'amener « les jeunes à s'inscrire et à voter, de combattre le désintérêt ambiant, d'ouvrir aux étrangers le droit de vote »⁴¹. Peut-on alors parler d'un groupe de pression, dans la mesure où l'objectif n'est pas la défense d'intérêts spécifiques aux membres de la liste, mais plus généralement une volonté de réhabiliter la politique, d'amener les citoyens en général à participer davantage à la vie politique locale et nationale ? Les seuls intérêts pouvant être évoqués seraient ceux des citoyens en général, opposés aux politiciens. Des membres de la liste déclarent à la presse n'être ni de droite, ni d'extrême gauche, mais simplement « humanistes », avant de conclure : « 'Citoyens' est notre maître-mot »⁴². Lors d'un entretien, une candidate souligne, quant à elle, combien elle a aimé participer à la création d'« un semblable syndicat » (la liste Motivées). Tout au plus pourrait-on s'acheminer alors vers l'idée d'un syndicat de citoyens, désireux « interpeller la gauche institutionnelle », lui montrer qu'« il faut trouver une autre façon d'aller vers les gens » et lui imposer la participation citoyenne⁴³ en participant à la campagne électorale, selon des modes d'action partisane.

La subversion poussée à son extrême

Enfin donc, en mars 2001, le discours de « la politique autrement » n'est plus seulement celui d'acteurs désireux soit faire de la politique « ailleurs » (en dehors du champ de la compétition politique et des institutions représentatives, par exemple dans des syndicats, ou des associations), soit importer dans la sphère représentative des pratiques ou idées issues de la société dite « civile » (gouverner autrement). Dans ce dernier cas, il s'agit d'utiliser d'autres moyens pour représenter, ce qui est le cas de la liste TEAG — mais aussi de certaines listes Motivé-e-s ou « citoyennes » en France, des Verts, du CPNT, des GAM, etc. —, en estimant que les

41. L'ensemble de ces citations sont extraites d'un entretien retranscrit dans *Ouest-France*, le 2 mars 2001.

42. *Ouest-France*, 15 mars 2001. « Ni à gauche, ni à droite, mais citoyen », déclare de son côté l'association strasbourgeoise Air pour justifier son refus de consignes de vote au second tour des municipales (« Les citoyens s'envoient en l'Air », *Territoires*, 425, 2002 : 22)

43. De fait, la liste décide d'appeler à voter en faveur de la liste socialiste menée par E. Hervé, au second tour, après avoir obtenu un certain nombre de garanties en ce sens : une meilleure représentation des associations d'immigrés grâce à la mise en place d'une commission municipale consultative, un renforcement du pouvoir des comités de quartier, une participation de la municipalité à la campagne « printemps citoyen » menée par les Motivées en faveur de l'inscription des jeunes sur les listes électorales, etc.

« règles pragmatiques » du jeu politique (celles qui garantissent une certaine efficacité de l'action politique) doivent être révisées, afin de mieux s'adapter aux « règles normatives » (définissant le domaine des actions envisageables dans le cadre institutionnel) (Bailey, 1971). Pour les Motivées rennais, « la politique autrement » suit une voie plus complexe, dépassant ces deux alternatives habituelles, et consistant à entrer dans le jeu de la compétition politique (on n'est donc pas « ailleurs ») sans pénétrer dans le champ représentatif (on ne va pas « représenter autrement »). Il ne s'agit plus seulement, comme en 1958, de stigmatiser les « anciens » pour se faire élire en tant que « forces vives » de la nation (Gaïti, 1999), ou encore, comme en Italie en 1994 – contexte de crise politique aiguë –, de prouver qu'on est plus apte à gouverner que la classe politique corrompue, parce qu'on est issu de la « société civile », des forces du marché ou de la mouvance associative (Briquet, 1999). Les Motivées poussent la subversion des règles du jeu politique bien plus loin, en refusant d'exercer tout mandat représentatif, c'est-à-dire en opérant un choix parmi plusieurs répertoires d'actions généralement considérés comme indissociables selon les règles normatives de la compétition démocratique. Le discours de « la politique autrement » ne correspond pas alors à une identité stratégique (Collovald, 1988) valorisée pour mieux s'implanter dans le jeu politique local ou national, pour commuer une identité d'*outsiders* en un rôle d'acteur politique à part entière.

Le radicalisme inédit de cette attitude s'explique notamment par un contexte politique national spécifique. La conviction largement répandue, selon laquelle existerait une profonde crise de la politique, liée non seulement à une incompétence de la classe politique, mais plus fondamentalement à des dysfonctionnements du système représentatif, à une professionnalisation politique trop poussée, contribue à ce que se développent des tentatives de participation aux prises de décision en marge du système représentatif. Comme en témoigne la multiplication des dispositifs destinés à associer la « société civile », les « usagers », les « concitoyens » aux prises de décision, les revendications croissantes de démocratie de proximité, l'importance grandissante prise par la démocratie d'opinion – sondages, médias –, les tentatives toujours plus nombreuses pour faire de la politique « ailleurs », le dépassement des ressorts traditionnels du jeu politique est plus que jamais recherché. Dans un contexte de « remise en cause de la division du travail et de la délégation » aux professionnels politiques (Gaxie, 2001 : 26), on assiste à une ouverture sans précédent des circuits de la légitimation politique. Non seulement les activités politiques non conventionnelles, se déroulant « ailleurs » que dans l'arène institutionnelle et passant « outre l'onction du suffrage universel, l'agrément des partis ou l'habilitation des syndicats » (Darras, 1998 : 20), possèdent un crédit grandissant, mais c'est de surcroît au sein même de ce jeu politique institutionnel,

que les « principes légitimes de légitimation » (Bourdieu, 1989) peuvent de plus en plus subvertir les règles du système représentatif lui-même. En général, les nouveaux entrants « sont voués aux stratégies de subversion », mais celles-ci, « sous peine d'exclusion, restent cantonnées dans certaines limites » (Bourdieu, 1984 : 116). Or ces limites sont actuellement repoussées plus loin, et conduisent à des positionnements assez complexes, puisqu'on peut être reconnu comme légitime à participer à la compétition électorale (la preuve en est le score assez élevé des Motivées), sans même chercher à participer au pouvoir. Subversion suprême des règles du jeu politique, traduisant une réappropriation de ces règles et un détournement par rapport à leurs fonctions initiales.

Des discours et pratiques en apparence semblables peuvent donc caractériser des listes en réalité bien distinctes quant à leur rapport au jeu politique. Reste à déterminer si, au sein même de ces listes, et au-delà des volontés affichées publiquement par celles-ci, existe une réelle homogénéité de projets et de représentations du politique. L'imprécision du projet de « politique autrement » a fédéré des individus aux profils assez distincts, ayant du mal, au quotidien, à s'accorder sur la nature exacte de leur association. Le discours de « la politique autrement », ressource politique potentielle lors de la campagne électorale, peut finalement se muer en véritable piège, lorsque le processus d'institutionnalisation contraint les acteurs à définir précisément une expression jusqu'alors assez floue.

III - LIMITES ET PARADOXES D'UNE MARGINALITÉ ENTRETENUE

L'injonction à se positionner comme facteur de division

Coalition électorale entre des associations et une formation politique, la liste TEAG ne semble pas éprouver de difficulté particulière à gérer l'après campagne électorale. Chacun, militant associatif ou politique, est retourné militer dans sa structure d'accueil traditionnelle, la coalition électorale ayant simplement permis de fédérer, à un moment donné, des individus caractérisés par une relative homogénéité dans leurs rapports à la politique et leurs préférences idéologiques. L'étiquette « TEAG » existant déjà avant mars 2001, étant représentée par des élus au niveau régional, et la liste étant clairement prise en main par des militants de la LCR, les individus ayant accepté de se porter candidats connaissent dès le début assez précisément les contours de « la politique autrement » : il s'agit de représenter autrement, tout en adoptant clairement une identité d'acteur politique.

La situation des Motivées paraît fort différente. Lorsque l'association se constitue, à la suite des municipales, elle regroupe des individus aux origines assez diverses, réunis dans une structure commune nouvelle, aux contours assez flous, surtout définis *a contrario* : ne pas devenir un acteur politique classique, ne pas participer à la gestion quotidienne, ne pas afficher d'affiliation partisane. Le rejet commun de la politique politicienne et la notion assez vague de « politique autrement » ont conduit au regroupement d'acteurs possédant des rapports personnels à la politique (engagements militants précédents, orientations politiques, etc.) parfois distincts. Aussi, lorsqu'il s'agit de construire l'identité du groupe non plus seulement dans une logique de différenciation, mais par des prises de positions concrètes et multiples, l'« autrement » se commue en « autrements ». Le précédent toulousain, s'il peut constituer une référence pour certains, lors de leur adhésion, est rapidement décrit par les initiateurs de l'association rennaise comme une expérience parmi d'autres, dont il ne s'agit pas nécessairement de suivre les traces pas à pas. La difficulté va dès lors consister à répondre aux multiples injonctions à se positionner par rapport à telle question d'actualité, tel type d'action politique, tel groupe politique ou social. Face à ces multiples questionnements, l'absence volontaire d'un bureau directeur énonçant une position officielle concourt à ce que les tracés de frontières soient souvent distincts d'un individu à l'autre.

L'un des principaux débats relatifs à la façon dont on va interpréter « l'autrement » tient à la nature de l'organisation à mettre en place. Le refus de se constituer en parti politique semble faire l'unanimité au sein de la liste rennaise, comme d'ailleurs entre toutes les listes dites « citoyennes » et Motivé-e-s en France. « Les Motivées, c'est une démarche, un état d'esprit, pas une force politique : la réappropriation par les citoyens de la politique », dira l'un des Rennais lors des rencontres nationales de février 2002. Mais lorsqu'il s'agit de préciser les formes de l'organisation concrètement envisageable au niveau national, les divergences apparaissent. Certains refusent toute organisation rappelant un mode de fonctionnement partisan (désignation de porte-parole, d'un secrétariat, voire d'un bureau exécutif), tandis que d'autres estiment qu'un minimum d'organisation est indispensable pour être plus efficace et formuler un programme commun⁴⁴. La quasi-unanimité de départ s'effrite alors progressivement. Conscient des divergences internes, P. Mainguené décide seul, lors des élections présidentielles d'avril 2002, de prendre des contacts avec d'autres listes et de constituer une Fédération nationale des Motivé-e-s, autour d'une plate-forme commune, d'un bureau et

44. Telle fut également l'une des interrogations centrales chez les écologistes : « Comment construire un mouvement démocratique (ne pas faire une structure pyramidale avec un bureau permanent) tout en mettant en place une coordination efficace ? » (Radanne, 1993 : 37).

de porte-parole nationaux dont il fait partie⁴⁵. La confusion est alors totale, et les oppositions plus vives que jamais. Pour certains Rennais, cette Fédération constitue un « pseudo-parti » qu'ils refusent totalement. Elle induit un positionnement politique évident, puisque ses membres ont décidé de soutenir officiellement, aux élections présidentielles, la candidate PRG, C. Taubira. Des accords conclus avec d'autres formations politiques, lors des législatives⁴⁶, redoublent la colère de ceux qui tiennent à rester apolitiques. Certains menacent de quitter l'association rennaise, déclarant ne plus se reconnaître dans un mouvement en passe de se politiser et de s'institutionnaliser. Les prises de position politiques semblent rompre la cohésion précédemment établie entre des individus aux origines et profils politiques distincts⁴⁷. Lors du second tour des municipales déjà, des débats internes avaient opposé ceux qui étaient en désaccord avec l'appel à voter en faveur de la liste E. Hervé, « la gauche institutionnelle »⁴⁸, et ceux qui étaient favorables à la recherche d'alliances électorales (des tentatives infructueuses ayant également été entreprises avec la LCR et les Verts).

Les interprétations divergentes de « l'autrement » se conjuguent finalement sur de multiples terrains : doit-on présenter des candidats à d'autres échelons qu'au niveau municipal ? Jusqu'où doit aller le souci de retrait par rapport aux partis politiques en place ? Peut-il autoriser des prises de position clairement à gauche⁴⁹, dès lors qu'on ne se revendique d'aucun parti politique existant ? Pour certains, l'apolitisme doit être absolu ; pour d'autres, il peut passer par un simple positionnement sur l'axe gauche/droite, par des prises de positions politiques claires (faire barrage au Front

45. Selon des statuts décrits comme provisoires, le bureau est constitué par un président - M. El Hattab, de Dôle -, un vice-président - A. Zanaerdi, de Caen -, un secrétaire - P. Mainguené, de Rennes -, et un secrétaire adjoint - D. Ouakrim. Les listes ayant adhéré à la Fédération, selon le communiqué de presse du 29/04 sont : Rennes, Bordeaux, Nantes, Angers, Tours, Région parisienne, Strasbourg, Nice, Marseille, Dôle, Redon.

46. Lors des élections législatives, la Fédération nationale des Motivées présente 50 candidats, et s'allie avec « Initiative citoyenne » (75 candidats) et « Nouvelle Donne » (101 candidats), formations politiques avec lesquelles a été élaborée une plate-forme commune de propositions. À Rennes, des négociations ont été engagées avec TEAG (la LCR), les Verts et le PCF, mais sont restées sans suite.

47. C. Traïni montre de même combien la position de surplomb du CPNT par rapport aux partis politiques traditionnels constitue une tentative de « neutraliser des tensions que les militants doivent à leur histoire sociale » individuelle (Traïni, 2000 : 124).

48. Ainsi, une jeune candidate issue du tissu associatif, HLG affirme lors d'un entretien que le report des voix en faveur de Hervé au second tour n'est pas une bonne chose, car il faut rester « neutres » ; elle estime n'avoir de sympathie pour aucun parti politique (entretien avec HLG, 25 ans, animatrice scientifique dans une association pour l'éducation enfantine, « Les P'tits Débrouillards »).

49. A Rennes, les tracts distribués lors de la campagne municipale énoncent clairement la sensibilité politique de la liste : « un projet résolument de gauche et proche de vous » ; il faut « faire barrage à la droite agressive et malfaisante », tout en rappelant qu'elle n'est affiliée à aucun parti politique existant.

National), voire par un soutien ponctuel à certains partis politiques. Se pose également la question de savoir si l'on doit continuer à refuser d'exercer des fonctions représentatives. Avant les municipales, le refus est unanime. Mais lors des élections législatives et présidentielles de 2002, P. Mainguené parvient à convaincre certains Motivées de la nécessité d'évoluer sur ce point. Quelques-uns, certes minoritaires, mais assez actifs dans l'association, commencent à estimer qu'il est temps de s'engager plus avant dans le jeu politique, y compris au plan national, tout en demeurant vigilants pour ne pas trop s'institutionnaliser. Avoir des élus dans les différentes assemblées, locales ou nationales, devient pour eux envisageable, voire indispensable pour mieux faire entendre leurs revendications, alors que d'autres demeurent profondément hostiles à cette évolution.

De l'hétérogénéité sociologique aux incertitudes identitaires

La carrière militante de P. Mainguené et de ses soutiens permet sans doute de mieux appréhender leur revirement. Leur défiance à l'égard des partis politiques classiques est en réalité moins exacerbée que pour les autres membres, du fait de leur engagement politique passé. P. Mainguené est un ancien militant mao et syndicaliste très actif, qui s'est progressivement éloigné du maoïsme, et s'est fait exclure de son syndicat⁵⁰, avant de devenir un simple militant à ATTAC. En entendant parler de l'expérience des Motivé-e-s toulousains, en décembre 2002, il crée la liste des Motivées rennais « pour s'amuser » et « réinventer » la politique. En « vieux briscard de la politique »⁵¹, il semble se laisser rapidement reprendre au jeu des affrontements partisans. Ceux qui le suivent sont également des individus précédemment engagés, ayant un temps délaissé la politique, mais finalement moins désabusés par rapport au principe de l'action politique que par rapport à leur mouvement ou parti d'origine en particulier. Les plus choqués par la politisation de l'association sont au contraire des individus n'ayant jamais voulu militer dans quelque parti que ce soit, n'ayant parfois jamais voté auparavant, et continuant à afficher clairement leur défiance à l'égard de toute organisation politique. Les deux profils précédemment distingués, correspondant à deux « générations militantes » (Péchu, 2001 ; Fertikh, 2002), semblent pertinents pour expliquer les divergences de positionnement quant à l'engagement politique croissant de l'association : une génération marquée par mai 1968 et les années d'intense politisation qui ont suivi, génération d'anciens militants politiques ; et une génération plus jeune, constituée de « militants sociaux ». Les premiers, minori-

50. P. Mainguené a d'abord participé à la création d'une liste « Union ouvrière » dans l'entreprise où il travaillait dans les années 1975 (CGCT), puis est devenu délégué syndical à la CFDT, avant d'être exclu du syndicat en 1989.

51. Expression utilisée par P. Mainguené lui-même et citée in Fertikh, 2002.

taires, mais possédant l'essentiel des ressources finançant l'association, rechignent « de moins en moins » devant la prise de responsabilités politiques ; ils se rapprochent progressivement du modèle de l'entrepreneur politique pour réinventer la politique. Les seconds sont plutôt des entrepreneurs du social, très attentifs à ne pas se laisser happer par le jeu politique et avant tout désireux de prolonger leur action associative locale par des actions relevant du lobbying politique. La distinction entre ces deux profils semble d'ailleurs tout aussi pertinente pour les autres listes de la même mouvance en France. En général, les Motivé-e-s ou groupements citoyens les plus favorables à une institutionnalisation sous forme de fédération nationale sont ceux qui possèdent un ancrage associatif plus faible que les autres, et sont plutôt des anciens militants partisans. Ils ont alors tendance à rechercher dans une structuration nationale une légitimation, une assise, des ressources (accès aux médias, visibilité, etc.) qu'ils ne possèdent pas sur le terrain. De leur côté, les listes très ancrées dans le tissu associatif, tels les Toulousains (Visier & Zoïa, 2001)⁵², s'avèrent plus réticentes à une forte structuration nationale, à une institutionnalisation de leur mouvement⁵³.

Les constats de départ doivent donc être fortement complexifiés. On ne saurait nier la force des récurrences et points communs aux acteurs mobilisant ou ayant mobilisé le discours de « la politique autrement ». Le « pot commun » discursif et pratique est essentiellement fondé sur une logique de différenciation identitaire par rapport à une classe politique stigmatisée. Mais cette différenciation peut varier considérablement dans son intensité, au point de changer de signification d'un acteur – ou groupe social – à un autre. La nouveauté, lors des municipales de 2001, tient en un radicalisme jamais atteint dans la critique du jeu politique, au point de consister parfois en un rejet pur et simple du système représentatif. L'expression « faire la politique autrement » acquiert alors de nouvelles significations. Il ne s'agit plus seulement de choisir d'autres manières de pratiquer les activités politiques caractéristiques des représentants élus (notamment gérer les affaires communes en étant plus proche de ses concitoyens), ou encore de faire de la politique « ailleurs ». Il peut également s'agir de dissocier les répertoires d'action politique et d'opérer une sélection quant aux fonctions et rôles qu'on accepte ou non d'investir. L'objectif est alors de conférer un autre sens à l'expression « faire de la politique », et non simple-

52. Sur l'engagement associatif intense des Toulousains et leur décision de s'engager en politique, voir également Cherfi (2001), Lisak & Maguin (2002) et Giraud (2001-2002).

53. K. Fertikh (2002 : 99-100) note en ce sens que la Fédération Nationale est constituée de listes « surtout récentes et surtout faibles, désireuses de profiter du nom 'Motivées' et des bénéfiques qui y sont afférents ». A l'inverse, des listes plus anciennes et ancrées sur une action associative importante, comme celles de Romainville, Toulouse, Châtenay-Malabry, Anthony, Condom, refusent pour la plupart d'adhérer à la fédération en déclarant « Ni Dieu ni maître »

ment de définir un « autrement » dans la manière de représenter et gouverner. L'interprétation de l'expression se trouve finalement fortement complexifiée, et il devient difficile d'identifier clairement ces nouveaux acteurs qui, tels les Motivées en mars 2001, n'utilisent pas la rhétorique de « la politique autrement » à des fins de conquête du pouvoir politique, ni pour s'imposer comme de « nouveaux entrants » en quête de légitimité politique. Ils pénètrent bel et bien dans le champ du pouvoir politique, en se présentant aux élections ; mais, contrairement aux acteurs désirant réellement acquérir des postes politiques (cas de TEAG notamment), ils refusent d'investir des rôles politiques institutionnels. La construction sociale des frontières entre univers politique et social paraît plus que jamais complexifiée et revisitée dans le sens d'une imbrication croissante. Loin de l'opposition dichotomique habituelle, les acteurs tracent une multitude de micro-frontières semblant remettre en cause la division traditionnelle du travail politique, pour œuvrer « au dépassement de la représentation » (Gaxie, 2001 : 26). Reste à savoir si cette nouvelle acception, plus radicale, de « la politique autrement » — refus du système représentatif — peut s'imposer durablement. A Rennes comme en France, le système représentatif paraît progressivement accepté par un nombre croissant de militants appartenant aux Motivé-e-s et autres groupements citoyens, y compris ceux qui étaient initialement opposés au principe représentatif. « L'autrement » ne passe plus alors par une sélection des activités politiques acceptées ou refusées, mais simplement par la recherche plus classique de manières différentes d'exercer son mandat représentatif. Pour le moment, rien ne permet de pronostiquer la disparition complète de l'interprétation la plus radicale de « la politique autrement », toujours défendue par de nombreux membres des listes « citoyennes » ou Motivé-e-s, en France et à Rennes. Tout au plus peut-on constater, une nouvelle fois, la force d'attraction indécible d'un champ politique capable de « phagocyter », d'attirer à lui des acteurs à l'origine réticents à y entrer complètement et finissant pourtant par s'y insérer davantage, selon un processus manifestement puissant d'institutionnalisation politique (Guionnet, à paraître).

RÉFÉRENCES

Achin, C. & Paoletti, M. (2002) Genre et construction des listes aux municipales de 2001 : le « salto » du stigmaté, *Politix* 60.

Bailey, F.-G. (1971) *Les règles du jeu politique*, Paris : PUF.

Blanco, I. (2001) Les jurys citoyens en Espagne : vers un nouveau modèle de démocratie locale ? *Mouvements* 18.

Blondiaux, L. (2001) Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège, *Mouvements* 18.

Bourdieu, P. (1984), *Questions de sociologie*, Paris : Minuit.

Bourdieu, P. (1989) *La noblesse d'Etat*, Paris : Minuit.

Briquet, J.-L. (1999) L'impératif du changement. Critique de la classe politique et renouvellement des parlementaires dans la crise italienne (1992-1994), in M. Offerlé (dir.) *La profession politique*, Paris : Belin.

Cherfi, N. (2001) *La bataille du capitole. Le récit d'une élection pas tout à fait comme les autres*, Ramonville Saint-Agne : Garonne Editions.

Collovald, A. (1988) Identités stratégiques, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 73.

Collovald, A. (1989) Les poujadistes ou l'échec en politique, *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 36.

Collovald, A. (1990) Une politique de la fidélité. La construction du groupe parlementaire UNR (1958-1962), *Politix* 10-11.

Collovald, A. (1994) La politique autrement, *Cahiers du communisme* 70.

Crettiez, X. & Sommier, I. dir., (2002) *La France rebelle*, Paris : Michalon (notamment le chapitre intitulé « Les rébellions festives »).

Darras, E. (1998) dir., *La politique ailleurs*, Paris : PUF-CURAPP.

Darras, E. (1998) Pour une lecture réaliste des formes non conventionnelles d'action politique, in Darras, E. (dir.) *La politique ailleurs*, Paris : PUF-CURAPP.

De Caumont, R. & Tessier, M. (1971) *Les Groupes d'action municipale*, Paris : Editions universitaires.

Dulong, D. & Matonti, F. (2004) L'indépassable féminité. La mise en récit des femmes en campagne in J. Lagroye, P. Lehingue & F. Sawicki, *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris : PUF-CURAPP.

Fertikh, K. (2002) *La « politique autrement ». Le cas des Motivées rennais*, mémoire IEP Rennes.

Gaïti, B. (1999) « Syndicat des anciens » contre « forces vives de la Nation ». Le renouvellement politique de 1958, in M. Offerlé, (dir.) *La profession politique*, Paris : Belin.

Gaxie, D. (2001) Les enjeux citoyens de la professionnalisation politique, *Mouvements* 18.

Gaxie, D. & Offerlé, M. (1985) Les militants syndicaux et associatifs au pouvoir ? Capital social collectif et carrière politique, in P. Birnbaum, (dir.) *Les élites socialistes au pouvoir. 1981-1985*, Paris : PUF.

Giraud, B. (2001-2002) *Des citoyens en politique. Une sociologie d'une entreprise politique subversive : les Motivé-e-s de Toulouse*, mémoire de DEA, Paris I Panthéon-Sorbonne.

Guionnet, C. (1998) La politique au village : une révolution silencieuse, *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 45 (4).

Guionnet, C. (à paraître) Marginalité en politique et processus d'institutionnalisation. Les mouvements Motivé-e-s et citoyens (2001-2003) in L. Arnaud & C. Guionnet, dir., *Les Frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et dépolitisation*, rapport d'un contrat APN-CRAE destiné à une prochaine publication.

Lagroye, J., François, B. & Sawicki, F. (2002) *Sociologie politique*, Paris : Presses de Science Po et Dalloz.

Le Bart, C. (1993) Du statut de militant associatif à celui de conseiller municipal d'opposition. L'exemple de la liste 'An Oriant Écologie' à Lorient, in S. Biarez & J.-Y. Nevers, dir., *Gouvernement local et politiques urbaines*, Cahiers du CERAT.

Le Bart, C. (1998) Le discours politique des écologistes : l'art de faire de la politique autrement ? *Écologie et politique* 22.

Lisak, F. & Maguin, F. (2002) *Motivés, Motivées, soyons Motivé-e-s*, Paris : Seuil.

Martin, D.-C. (2002) *Sur la piste des OPNI (objets politiques non identifiés)*, Paris : Karthala.

Neveu, C. (1999) dir., *Espace public et engagement politique. Enjeux et logiques de la citoyenneté locale*, Paris : L'Harmattan.

Offerlé, M. (1997) *Les partis politiques*, Paris : PUF.

Offerlé, M. (1999) dir., *La profession politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris : Belin.

Ostrogorski, M. (1979) *La démocratie et les partis politiques*, Paris : Seuil (1^{ère} éd. 1902).

Péchu, C. (2001) Les générations militantes à Droit Au Logement, *Revue française de science politique* 51.

Pudal, B. (1989) *Prendre parti*, Paris : Presses de Science Po.

Prendville, B. (1993) *L'écologie, la politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes*, Paris : L'Harmattan.

Radanne, P. (1993) in B. Prendville, *L'écologie, la politique autrement ? Culture, sociologie et histoire des écologistes*, Paris : L'Harmattan.

Reydellet, M. (1975) *Les Groupes d'action municipale. L'exemple de Meylan*, Paris : PUF.

Sawicki, F. (1997) *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris : Belin.

Sineau, M. (2002) La parité en pratiques, *Politix* 60.

Sineau, M. (2001) *Profession, femme politique. Sexe et pouvoir sous la Cinquième République*, Paris : Presses de Science Po.

Traini, C. (2000) Les braconniers de la politique. Les ressorts de la conversion à Chasse, Pêche, Nature et Traditions, *Cahiers du CEVI-POF*, 28.

Vion, A. (1995) Retour sur le terrain. La préparation des élections municipales de 1995 par l'équipe d'Edmond Hervé, maire de Rennes, *Sociétés contemporaines* 24.

Visier, L. & Zoïa, G. (2001) Motivé-e-s. Les quartiers, la culture et le politique, *Mouvements*, 18.

Visier, L. & Zoïa, G. (2001) De Zebda à Motivé-e-s : une association des quartiers à la conquête du politique, *Les annales de la recherche urbaine* 89.

Wable, S. (1998) Les Verts et la politique autrement, in E. Darras, dir., *La politique ailleurs*, Paris : PUF.

Weber, M. (1971) *Economie et société*, Paris, Plon [1ère éd. 1922].

